Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 4 juillet 2001
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Permis de bâtir,** mai 2001 — 2
  La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités a connu une légère baisse en mai, malgré un vigoureux rebondissement des projets de construction envisagés dans le secteur du logement. Les constructeurs ont pris pour 3,2 milliards de dollars de permis de bâtir, en baisse de 0,6 % par rapport à avril.

- **Tendances du recours à l'enseignement privé,** 1987-1988 à 1998-1999 — 6
  Des enfants de toutes les tranches de revenus fréquentent l'école privée; 29 % des enfants qui fréquentent l'école privée viennent d'une famille dont le revenu n'atteint pas 50 000 $, tandis que 26 % viennent d'une famille dont le revenu est au moins deux fois plus élevé.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Télédiffuseurs privés, 2000 — 8

NOUVEAUX PRODUITS — 9

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Permis de bâtir

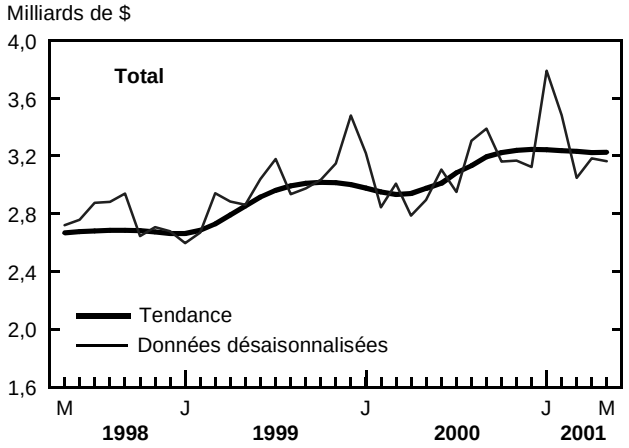
Mai 2001

La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités a connu une légère baisse en mai, malgré un vigoureux rebondissement des projets de construction envisagés dans le secteur du logement. Les constructeurs ont pris pour 3,2 milliards de dollars de permis de bâtir, en baisse de 0,6 % par rapport à avril.

La valeur des permis de construction résidentielle a augmenté de 9,4 % par rapport à avril, passant ainsi à 1,7 milliard de dollars, après trois replis mensuels consécutifs. Une hausse appréciable de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a contribué de façon importante à ce bond.

Cependant, la progression dans le secteur du logement n'a pas été suffisante pour faire contrepoids à une baisse dans le secteur non résidentiel, où la valeur des intentions de construction a fléchi de 10,6 % pour atteindre 1,4 milliard de dollars. La principale cause de ce recul a été une diminution de la valeur des permis de construction commerciale.

La valeur totale des permis a baissé légèrement



Pour les cinq premiers mois de 2001, la valeur des permis de construction a été de 16,7 milliards de dollars, soit 13,0 % de plus qu'au cours de la même période de 2000. Cela représente le niveau le plus élevé pour la période de janvier à mai depuis 12 ans. Ce résultat reflète de fortes hausses à la fois dans le secteur résidentiel (+7,8 %, valeur totale de 8,9 milliards de dollars) et dans le secteur non résidentiel (+19,6 %, valeur totale de 7,7 milliards de dollars).

> ***Note aux lecteurs***
>
> *Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.*
>
> *L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 500 municipalités représentant 94 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 6 % de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.*
>
> *La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.*

Parmi les régions, la progression la plus imposante (en dollars), depuis le début de l'année, a été observée à Montréal, où les projets de construction dans le secteur non résidentiel ont été près du double de ceux de la période correspondante de 2000. La deuxième hausse en importance est survenue dans la région de Toronto, où la progression a été équilibrée entre le secteur résidentiel et le secteur non résidentiel.

Rebondissement des permis de construction de logements multifamiliaux

Après deux replis mensuels importants, la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a fait une remontée de 33,3 % en mai pour se situer à 535 millions de dollars. Les intentions de construction de logements unifamiliaux ont aussi connu une reprise, augmentant de 1,3 % par rapport à avril pour s'établir à 1,2 milliard de dollars.

La croissance soutenue du revenu disponible par habitant, le niveau élevé d'emploi, des taux hypothécaires avantageux et des taux élevés d'occupation des logements multifamiliaux sont autant de facteurs qui expliquent le bon résultat obtenu en mai. Ils annoncent également un marché de l'habitation encourageant pour le proche avenir.

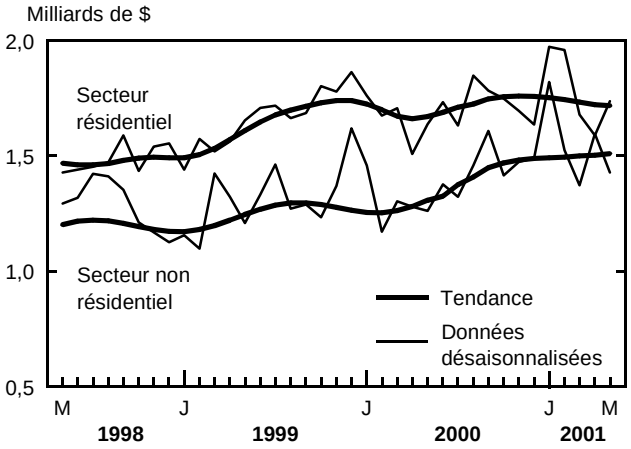
Les intentions de construction de logements ont crû dans toutes les provinces en mai, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard. L'augmentation la plus prononcée (en dollars) est survenue en Ontario (+7,8 %, valeur totale de 818 millions de dollars),

conséquence d'une forte croissance de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux. Le Québec (+10,3 %) et l'Alberta (+9,4 %) ont eu les deuxième et troisième hausses en importance.

Depuis le début de l'année, le rythme soutenu dans le secteur résidentiel de janvier à mai est dans une large mesure le résultat d'intentions optimistes pour les logements multifamiliaux (+26,2 %, valeur totale de 2,6 milliards de dollars). La croissance des intentions de construction de logements unifamiliaux (+1,8 %, valeur totale de 6,3 milliards de dollars) a aussi contribué à ces bons résultats.

Pour les cinq premiers mois de 2001, l'augmentation la plus marquée a été observée en Ontario (+8,5 %, valeur totale de 4,5 milliards de dollars), suivi de la Colombie-Britannique (+27,9 %, valeur totale de 1,2 milliard de dollars). Le recul le plus net est survenu en Nouvelle-Écosse (-29,0 %, valeur totale de 160 millions de dollars).

Les permis résidentiel et non résidentiel ont varié en sens inverse



Troisième baisse mensuelle pour le secteur non résidentiel en 2001

Le repli de 10,6 % de la valeur des permis de construction dans le secteur non résidentiel en mai suivait une robuste progression de 16,3 % en avril. Les baisses considérables survenues dans la composante commerciale ont été dans une large mesure la cause du recul global. Cependant, la valeur cumulative des permis de construction non résidentielle pour les cinq premiers mois restait 19,6 % plus élevée que pour la même période en 2000.

Les entreprises et les consommateurs ont donné des signaux non convergents. Le commerce de détail a augmenté pour un deuxième mois consécutif en avril. Cependant, au premier trimestre de 2001, les sociétés ont accusé une baisse de leurs bénéfices d'exploitation et de leurs taux d'utilisation de la capacité.

La valeur des permis de construction commerciale a chuté de 18,2 % en mai pour atteindre 739 millions de dollars, après un bond de 23,3 % en avril. Les projets de construction d'immeubles à bureaux ainsi que de bâtiments de loisirs ont affiché les baisses les plus marquées. Après un très bon mois, l'Ontario a accusé la plus forte diminution (-36,5 %, valeur totale de 197 millions de dollars).

Les intentions de construction industrielle ont connu une baisse pour un quatrième mois consécutif en mai (-1,8 %), ce qui les a ramenées à 292 millions de dollars. Il s'agit d'une baisse entièrement imputable à la catégorie de la construction d'usines de fabrication.

Les intentions de construction institutionnelle ont atteint 396 millions de dollars, soit leur niveau mensuel le plus élevé des deux dernières années. La progression de 0,4 % a été pricipalement attribuable à des hausses des projets de construction d'immeubles à vocation médicale et de services sociaux.

À l'échelon provincial, la baisse mensuelle la plus marquée est survenue en Ontario (-24,0 %, valeur totale de 444 millions de dollars), conséquence d'un repli important de la composante commerciale. Une bonne part de ce recul a été imputable à la région de Toronto, où chacune des trois composantes a fléchi. Par contre, l'Alberta a enregistré l'augmentation la plus forte (+16,2 %, valeur totale de 222 millions de dollars), grâce surtout à l'excellent résultat obtenu dans les projets de construction d'établissements d'enseignement dans la région de Calgary.

Depuis le début de l'année, les intentions de construction non résidentielle ont atteint 7,7 milliards de dollars, en hausse de 19,6 %. Il s'agit du meilleur résultat pour les cinq premiers mois d'une année depuis 1989. La valeur cumulative des permis de construction commerciale en 2001 a été de 4,3 milliards de dollars, c'est-à-dire 17,4 % de plus que pour la même période en 2000; venait ensuite la composante institutionnelle, s'établissant à 1,7 milliard de dollars, en hausse de 29,4 %. Les intentions de construction industrielle ont aussi contribué à l'accroissement, ayant grimpé de 16,1 % pour se situer à 1,7 milliard de dollars.

Parmi les provinces, c'est le Québec qui a connu l'augmentation la plus importante dans le secteur non résidentiel depuis le début de l'année (+57,6 %, valeur totale de 1,9 milliard de dollars) à la faveur des projets de construction commerciale et industrielle dans la région de Montréal. La Nouvelle-Écosse a été l'une des rares provinces à accuser un recul, qui a été attribuable à chacune des trois composantes.

Valeur des permis de bâtir

Régions métropolitaines de recensement	Avril 2001[r]	Mai 2001[p]	Avril à mai 2001	Janvier à mai 2000	Janvier à mai 2001	Janv.-mai 2000 à janv.-mai 2001
	données désaisonnalisées					
	millions de $		var. en %	millions de $		var. en %
St. John's	13,4	25,0	87,4	71,1	72,9	2,5
Halifax	24,6	53,2	116,0	273,6	139,8	-48,9
Saint John	8,3	8,1	-2,3	31,5	32,2	2,2
Chicoutimi–Jonquière	22,4	11,6	-48,0	62,9	85,3	35,6
Québec	40,0	58,5	46,3	245,2	281,9	15,0
Sherbrooke	10,7	13,3	23,9	45,7	59,0	29,0
Trois-Rivières	8,8	19,4	120,7	38,5	47,8	24,1
Montréal	375,6	361,5	-3,8	1 281,8	1 945,5	51,8
Hull	27,0	28,0	3,6	103,5	177,0	71,1
Ottawa	116,5	121,8	4,6	537,1	625,9	16,5
Oshawa	25,5	48,4	89,5	293,7	195,3	-33,5
Toronto	584,0	523,2	-10,4	3 208,3	3 690,1	15,0
Hamilton	55,8	62,0	11,1	280,7	352,2	25,5
St. Catharines–Niagara	34,2	30,5	-10,9	145,3	156,5	7,8
Kitchener	104,7	84,5	-19,2	309,9	353,3	14,0
London	82,2	56,5	-31,3	198,1	286,2	44,4
Windsor	43,2	29,1	-32,7	196,8	200,6	1,9
Sudbury	7,8	0,7	-90,5	23,0	21,3	-7,4
Thunder Bay	4,4	9,6	118,5	31,4	39,5	25,9
Winnipeg	32,6	39,1	20,0	226,6	179,2	-20,9
Regina	39,5	14,6	-63,0	75,7	106,3	40,4
Saskatoon	20,9	32,7	56,5	140,6	127,8	-9,1
Calgary	181,6	208,9	15,1	1 015,7	917,3	-9,7
Edmonton	119,7	111,7	-6,7	506,4	546,6	7,9
Vancouver	389,4	286,6	-26,4	1 111,2	1 414,4	27,3
Victoria	24,3	20,4	-16,1	130,4	140,2	7,6

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

Données stockées dans CANSIM: tableaux 260001 à 260008, 260010 et 260011 et matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 995 et 4073.

Le numéro de mai 2001 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, 14 $ / 145 $) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les produits.*

Le communiqué sur les permis de bâtir de juin 2001 paraîtra le 7 août.

Pour obtenir des données, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (*clarver@statcan.ca*). Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Valérie Gaudreault au (613) 951-1165 (*gaudval@statcan.ca*), Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir

	Avril 2001[r]	Mai 2001[p]	Avril à mai 2001	Janvier à mai 2000	Janvier à mai 2001	Janv.-mai 2000 à janv.-mai 2001
	données désaisonnalisées					
	millions de $		var. en %	millions de $		var. en %
Canada	**3 182,6**	**3 163,3**	**-0,6**	**14 751,0**	**16 665,7**	**13,0**
Résidentiel	1 587,2	1 736,2	9,4	8 281,2	8 928,6	7,8
Non résidentiel	1 595,4	1 427,1	-10,6	6 469,8	7 737,1	19,6
Terre-Neuve	21,8	36,9	69,3	103,6	113,6	9,6
Résidentiel	10,5	17,3	65,8	74,8	65,6	-12,2
Non résidentiel	11,4	19,6	72,6	28,9	48,0	66,2
Île-du-Prince-Édouard	8,1	4,6	-42,9	40,9	35,3	-13,6
Résidentiel	4,7	2,9	-38,0	23,9	20,9	-12,4
Non résidentiel	3,4	1,7	-49,8	17,0	14,4	-15,2
Nouvelle-Écosse	56,9	79,1	39,0	429,0	280,1	-34,7
Résidentiel	30,2	39,7	31,6	225,4	160,1	-29,0
Non résidentiel	26,8	39,5	47,3	203,6	120,1	-41,0
Nouveau-Brunswick	35,5	54,8	54,3	184,4	209,9	13,8
Résidentiel	17,2	20,5	19,1	115,3	101,4	-12,1
Non résidentiel	18,3	34,3	87,2	69,0	108,5	57,1
Québec	617,3	633,7	2,6	2 504,8	3 347,5	33,6
Résidentiel	241,3	266,2	10,3	1 293,9	1 439,6	11,3
Non résidentiel	376,0	367,4	-2,3	1 210,9	1 907,9	57,6
Ontario	1 343,0	1 262,1	-6,0	6 684,6	7 501,4	12,2
Résidentiel	759,2	818,2	7,8	4 105,4	4 452,5	8,5
Non résidentiel	583,8	443,9	-24,0	2 579,2	3 048,9	18,2
Manitoba	65,1	69,0	6,0	374,4	307,1	-18,0
Résidentiel	19,9	25,6	29,0	152,7	128,6	-15,8
Non résidentiel	45,2	43,3	-4,1	221,7	178,4	-19,5
Saskatchewan	78,3	65,9	-15,9	316,2	335,7	6,2
Résidentiel	17,8	24,2	36,0	111,6	96,0	-14,0
Non résidentiel	60,5	41,7	-31,1	204,6	239,7	17,1
Alberta	442,0	496,5	12,3	2 237,7	2 285,9	2,2
Résidentiel	250,7	274,2	9,4	1 245,4	1 284,6	3,2
Non résidentiel	191,4	222,3	16,2	992,4	1 001,3	0,9
Colombie-Britannique	504,6	450,2	-10,8	1 842,2	2 213,3	20,1
Résidentiel	233,3	241,0	3,3	908,1	1 161,0	27,9
Non résidentiel	271,3	209,2	-22,9	934,2	1 052,3	12,7
Yukon	5,9	3,7	-38,0	10,5	19,8	88,3
Résidentiel	1,1	1,8	62,2	7,1	9,9	38,9
Non résidentiel	4,8	1,9	-60,5	3,4	10,0	190,5
Territoires du Nord-Ouest	3,2	1,4	-57,0	6,0	8,4	41,1
Résidentiel	1,0	1,4	38,6	3,0	3,3	7,3
Non résidentiel	2,3	0,0	-98,2	2,9	5,2	76,2
Nunavut	0,8	5,4	576,7	16,7	7,7	-54,0
Résidentiel	0,5	3,2	483,5	14,6	5,1	-64,9
Non résidentiel	0,3	2,3	770,4	2,0	2,5	24,2

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*
Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

■

Tendances du recours à l'enseignement privé

1987-1988 à 1998-1999

Des enfants de toutes les tranches de revenus fréquentent l'école privée; 29 % des enfants qui fréquentent l'école privée viennent d'une famille dont le revenu n'atteint pas 50 000 $, tandis que 26 % viennent d'une famille dont le revenu est au moins deux fois plus élevé.

Par contre, environ 43 % des enfants de 15 ans et moins allant à l'école publique viennent d'une famille au revenu inférieur à 50 000 $, et seulement 12 % d'une famille ayant plus de 100 000 $ de revenu. Aussi, 45 % des enfants fréquentant l'école privée viennent d'un ménage dont le revenu annuel se situe entre 50 000 $ et 100 000 $, soit la même proportion que ceux qui vont à l'école publique. (En 1998, la moitié de tous les enfants venaient de familles ayant moins de 55 000 $ de revenu.)

En Ontario, environ 37 % de tous les enfants fréquentant l'école privée viennent d'un ménage ayant 100 000 $ ou plus de revenu, soit la plus forte proportion parmi les provinces. C'est plus du double du pourcentage des enfants (16 %) qui viennent d'un ménage à revenu élevé et qui fréquentent l'école publique. Une proportion de 21 % des élèves des écoles privées viennent d'une famille ayant moins de 50 000 $ de revenu, comparativement à 37 % des élèves des écoles publiques.

En 1998-1999, 1 enfant sur 18 au Canada (5,6 %) faisait ses études primaires ou secondaires dans une école privée. Au total, 298 000 étaient inscrits à l'école privée, alors qu'un peu moins de 5 millions l'étaient à l'école publique.

Les écoles privées ont consacré près de 2 milliards de dollars à l'enseignement dans l'année scolaire 1997-1998, la dernière pour laquelle les données sont disponibles. Cela représentait 5,5 % du total des dépenses pour l'enseignement primaire et secondaire, pour l'école publique comme pour l'école privée.

Hausse de la proportion des élèves inscrits à l'école privée

En 1998-1999, 5,6 % de tous les enfants fréquentant une école primaire ou secondaire au Canada étaient inscrits à l'école privée, comparativement à 4,6 % en 1987-1988.

Parmi les provinces, les proportions étaient les plus fortes au Québec, où plus de 9,2 % des enfants étaient inscrits dans une école primaire ou secondaire privée en 1998-1999. En Colombie-Britannique, 8,8 % de tous les élèves étaient à l'école privée.

L'école privée était la moins populaire dans les provinces de l'Atlantique et en Saskatchewan. Seulement 0,4 % de tous les enfants à Terre-Neuve, 0,6 % au Nouveau-Brunswick, 1,0 % à l'Île-du-Prince-Édouard, 1,6 % en Nouvelle-Écosse et 1,3 % en Saskatchewan étaient à l'école privée.

La plupart des provinces ont connu croissance constante de la proportion d'élèves inscrits à l'école privée de 1987-1988 à 1998-1999. Par contre, la proportion a reculé légèrement au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan au cours de cette période de 12 ans.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué regroupe les données de diverses enquêtes de Statistique Canada pour mettre en perspective le recours aux écoles privées au Canada.

Les données sur les niveaux de revenu des familles qui inscrivent leurs enfants à l'école privée proviennent du troisième cycle de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, qui a eu lieu à la fin de 1998 et au début de 1999. Cette enquête a servi à recueillir des renseignements sur environ 32 000 enfants, des enfants nouveau-nés à ceux de 15 ans, et en particulier sur les aspects de leur vie touchant la situation de revenu de leurs parents. Les calculs dont fait état le présent communiqué sont fondés sur ces renseignements pour les enfants de 4 à 15 ans et ne touchent pas la majorité des enfants qui sont à l'école secondaire, c'est-à-dire ceux de 16 ans et plus.

Les données sur les effectifs proviennent de l'Enquête sur les effectifs et les diplômés dans les écoles. Les données sur les dépenses pour les écoles primaires et secondaires privées et publiques proviennent de l'Enquête sur les statistiques financières des écoles privées et de l'Enquête sur les conseils scolaires. Pour plus de renseignements, consultez la publication de Statistique Canada L'Éducation au Canada *(81-229-XPB).*

Les écoles publiques sont les écoles primaires et secondaires relevant des conseils scolaires publics. Elles excluent les écoles administrées directement par le gouvernement fédéral (les écoles du ministère de la Défense nationale à l'étranger et les écoles administrées par les Affaires indiennes et du Nord canadien) et les écoles administrées par les provinces pour les handicapés (malvoyants et malentendants).

Les écoles privées sont les écoles relevant de particuliers ou de groupes privés ou administrées par eux. Elles peuvent être affiliées à un groupe religieux ou linguistique ou offrir de la formation spécialisée aux personnes ayant des difficultés d'apprentissage ou aux personnes douées. La scolarisation à domicile et en établissement d'enseignement ne sont pas comprises dans cette définition et ne sont donc pas incluses dans les calculs effectués pour ce communiqué. Moins de 0,5 % de tous les enfants de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes sont scolarisés à domicile ou en établissement d'enseignement.

Dépenses par élève

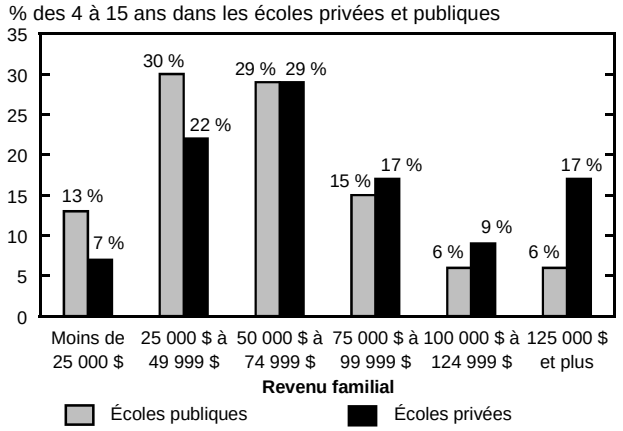
Les dépenses par élève dans les écoles primaires et secondaires privées, comparativement aux dépenses par élève dans les écoles publiques, ont varié considérablement d'une province à l'autre.

Pour chaque tranche de 100 $ que les conseils scolaires publics ont dépensée par élève en 1987-1988, les écoles privées ont dépensé 88 $ par élève pour l'enseignement primaire et secondaire.

En 1997-1998, les dépenses par élève faites par les écoles privées étaient à peu près les mêmes que celles faites par les écoles publiques. Pour chaque tranche de 100 $ que les conseils scolaires publics ont dépensée pour chaque élève, les écoles privées ont dépensé 101 $.

Pendant la plupart de cette période de 11 ans, les écoles primaires et secondaires privées de la Saskatchewan et de l'Ontario ont dépensé davantage par élève que leurs homologues publiques. En Saskatchewan, en 1997-1998, les écoles privées dépensaient près de deux fois plus par élève que les conseils scolaires publics.

Les familles faisant partie des tranches de revenus supérieures sont plus susceptibles de choisir l'école privée que l'école publique



Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Miles Corak au (613) 951-9047, Division des études sur la famille et le travail.

Pourcentage d'élèves inscrits dans les écoles primaires et secondaires privées

Année scolaire	**Canada**	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn	T. N.-O.
1987-1988	**4,6**	0,2	0,3	1,2	0,7	8,6	3,3	4,8	1,5	3,1	7,0	0,0	0,0
1988-1989	**4,6**	0,2	0,3	1,1	0,7	8,7	3,3	4,8	1,5	3,0	7,0	0,0	0,0
1989-1990	**4,7**	0,2	0,3	1,1	0,8	8,8	3,3	4,9	1,5	3,1	7,0	0,0	0,0
1990-1991	**4,7**	0,2	0,4	1,1	0,8	8,8	3,3	5,1	1,6	3,2	7,3	0,0	0,0
1991-1992	**4,8**	0,2	0,5	1,1	0,7	8,8	3,3	5,2	1,6	3,3	7,6	0,5	0,0
1992-1993	**4,9**	0,2	0,7	1,2	0,7	8,9	3,6	5,5	1,7	3,5	7,6	0,4	0,0
1993-1994	**5,0**	0,2	0,8	1,3	0,6	9,1	3,6	5,7	1,6	3,6	7,9	0,3	0,0
1994-1995	**5,1**	0,3	0,9	1,3	0,6	9,2	3,6	6,1	1,7	4,1	8,0	0,7	0,0
1995-1996	**5,2**	0,3	1,0	1,3	0,6	9,2	3,6	6,2	1,6	4,1	8,4	0,2	0,0
1996-1997	**5,2**	0,2	0,9	1,3	0,6	9,2	3,7	6,4	1,6	4,1	8,4	0,1	0,0
1997-1998	**5,4**	0,4	1,0	1,5	0,6	9,2	4,0	6,6	1,4	4,2	8,7	0,0	0,0
1998-1999	**5,6**	0,4	1,0	1,6	0,6	9,2	4,3	6,8	1,3	4,5	8,8	0,0	0,0

Effectifs des écoles primaires et secondaires publiques et privées
1998-1999

Genre d'école	**Canada**	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn	T. N.-O.
						nombre d'élèves							
Écoles publiques	**4 999 348**	97 649	24 146	158 967	129 129	1 014 971	2 022 437	192 478	193 562	530 135	611 634	6 199	18 041
Écoles privées	**297 798**	384	247	2 516	772	102 613	90 600	14 099	2 565	24 715	59 287	0	0

■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Télédiffuseurs privés

2000

Les recettes totales des télédiffuseurs privés ont atteint 1 887,9 millions de dollars en 2000, en hausse de 0,7 % par rapport à 1999. Cette hausse est la plus faible depuis 1993. La croissance a été plus forte que la moyenne nationale au Québec (+3,4 %), en Alberta (+0,9 %) et en Colombie-Britannique (+1,5 %) et plus faible que la moyenne nationale ailleurs au pays.

À l'échelon national, les bénéfices avant impôts sont passés de 182,6 millions de dollars en 1999 à 180,0 millions de dollars en 2000. Malgré cette légère baisse, ce résultat est l'un des meilleurs des dix dernières années. La rentabilité des télédiffuseurs a varié considérablement d'une région à l'autre. Ceux de la Colombie-Britannique et du Québec ont obtenu les meilleurs résultats, enregistrant des marges bénéficiaires de 17,2 % et de 10,7 % respectivement. À l'opposé, les télédiffuseurs des provinces de l'Atlantique ont déclaré des pertes représentant 8,3 % de leurs recettes.

L'emploi dans ce segment de l'industrie a baissé de 1,0 % en 2000 par rapport à 1999. Il s'agit d'une sixième baisse annuelle consécutive. Au cours de cette période, le nombre hebdomadaire moyen d'employés est passé de 8 273 à 7 624, en baisse de 8,0 %. On a observé en 2000 une baisse dans toutes les régions sauf en Ontario où l'emploi a progressé de 2,8 %.

Nota: Les présentes données sont pour l'année financière terminée le 31 août 2000 et portent sur les télédiffuseurs privés traditionnels seulement. Elles excluent donc les exploitants de chaînes spécialisées et payantes.

Données stockées dans CANSIM: tableau 3570001 et matrices 1803 à 1810.

Des données plus détaillées sont publiées dans le bulletin *Radiodiffusion et télécommunications*, vol. 31, n° 1 (56-001-XIF, 10 $ / 32 $). Voir *Pour commander les produits.*

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel April au (613) 951-3177 (*daniel.april@statcan.ca*) ou avec Joanne Lambert au (613) 951-6673 (*joanne.lambert@statcan.ca*), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Régions rurales et petites villes au Canada, 1981-1998, vol. 3, n° 1
Numéro au catalogue: 21-006-XIF
(Gratuit).

Indice des prix des produits agricoles, avril 2001, vol. 1, n° 4
Numéro au catalogue: 21-007-XIB
(Gratuit).

La revue des céréales et des graines oléagineuses, avril 2001, vol. 24, n° 4
Numéro au catalogue: 22-007-XIB (11$/112$).

La revue des céréales et des graines oléagineuses, avril 2001, vol. 24, n° 4
Numéro au catalogue: 22-007-XPB (15$/149$).

Approvisionnement et disposition du pétrole brut et du gaz naturel, mars 2001
Numéro au catalogue: 26-006-XPB (19$/186$).

Consommation des aliments au Canada, partie I, 2000
Numéro au catalogue: 32-229-XIB (26$).

Consommation des aliments au Canada, partie I, 2000
Numéro au catalogue: 32-229-XPB (35$).

Statistiques du charbon et du coke, avril 2001
Numéro au catalogue: 45-002-XIB (9$/85$).

Radiodiffusion et télécommunications, juin 2001, vol. 31, n° 1
Numéro au catalogue: 56-001-XIF (10$/32$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

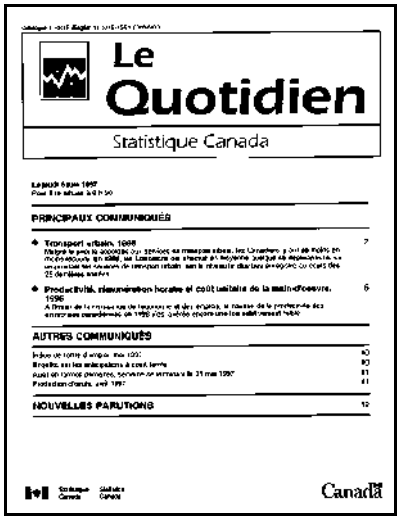
Pour commander les produits par téléphone:
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)* sous les rubriques *Produits et services et Publications payantes ($).*

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.


Le Quotidien

Statistique Canada

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

AUTRES COMMUNIQUÉS

NOUVELLES PARUTIONS

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, julie.belanger@statcan.ca
Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.